

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45072]

24 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant des dispositifs de formation consacrés à l'approche évolutive en lien avec le tronc commun

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'article 6.1.3-9, modifié par le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2023 ;

Vu le « Test genre » du 28 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 23 juin 2023 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visés aux articles 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités conclu en date du 19 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 13 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. Code de l'enseignement : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;
2. formation à distance asynchrone : formation à laquelle le participant se connecte quand il le souhaite, au moment qui lui convient le mieux et à son propre rythme. Les apprenants et les formateurs/tuteurs n'interagissent pas en temps réel.

CHAPITRE 2. — *De la formation consacrée à l'approche évolutive de la prise en charge des difficultés d'apprentissage destinée aux directeurs et directrices*

Art. 2. Durant l'année scolaire 2023-2024, l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue organise un dispositif de formation de deux demi-jours en présentiel visés par l'article 6.1.3-9 du Code de l'enseignement consacré à l'approche évolutive en lien avec le tronc commun et à l'articulation des dispositifs de soutien à la réussite.

Ce dispositif de formation porte sur le sens, les enjeux, la compréhension globale de l'approche évolutive afin de les prendre en compte dans le pilotage, et le soutien au travail collaboratif des équipes.

Il aborde notamment :

1. le sens, les enjeux de l'approche évolutive, le concept et les aspects légaux et réglementaires ;
2. des modes d'observation et d'évaluation diagnostique et formative continus ainsi que des pratiques de différenciation et d'accompagnement personnalisé ;
3. les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé pour les élèves dont les difficultés persistent ;
4. le suivi des élèves via le « dossier d'accompagnement de l'élève » ;
5. les procédures de maintien exceptionnel.

Art. 3. Le dispositif de formation visé à l'article 2 s'adresse aux directrices et directeurs des écoles fondamentales et primaires ordinaires. Les directions de l'enseignement spécialisé peuvent également être associées à ce dispositif.

CHAPITRE 3. — *De la formation consacrée à l'approche évolutive de la prise en charge des difficultés d'apprentissage destinée aux membres du personnel de l'enseignement*

Art. 4. L'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue organise un dispositif de formation de trois demi-jours consacrés à l'approche évolutive en lien avec le tronc commun et à l'articulation des dispositifs de soutien à la réussite.

Ce dispositif de formation porte sur le sens, les enjeux, la compréhension globale de l'approche évolutive.

Il aborde notamment :

1. le sens, les enjeux de l'approche évolutive, le concept et les aspects légaux et réglementaires ;
2. des modes d'observation et d'évaluation diagnostique et formative continus, des pratiques de différenciation et d'accompagnement personnalisé ;

3. les dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé pour les élèves dont les difficultés persistent ;

4. le suivi des élèves via le « dossier d'accompagnement de l'élève » ;

5. les procédures de maintien exceptionnel.

Les demi-jours de formation visés à l'alinéa 1^{er} sont organisés comme suit :

1. deux demi-jours de formation en présentiel organisés la même journée ;

2. un demi-jour de formation à distance asynchrone.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres du personnel enseignant de 1^{ère} et 2^{ème} années de l'enseignement primaire ordinaire seront formés selon le dispositif de formation visé à l'article 4 durant les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025.

§ 2. Les membres du personnel enseignant de 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} années de l'enseignement primaire ordinaire seront formés selon le dispositif de formation visé à l'article 4, durant les années scolaires 2025-2026 et 2026-2027. En 2025-2026, l'Institut interréseaux de la formation professionnelle continue organise prioritairement le dispositif de formation visé à l'article 4 à destination des membres du personnel enseignant de 3^{ème} et 4^{ème} années de l'enseignement primaire ordinaire.

§ 3. Les membres du personnel enseignant de 6^{ème} année de l'enseignement primaire ordinaire seront formés selon le dispositif de formation visé à l'article 4, durant l'année scolaire 2026-2027.

§ 4. L'année scolaire 2027-2028, complémentairement aux formations visées aux paragraphes 1 à 3, un nombre limité de sessions sont organisées à destination des membres du personnel de l'enseignement primaire ordinaire qui n'ont pas pu suivre tout ou partie des formations au cours des années scolaires 2023-2024 à 2026-2027 pour l'un des motifs suivants :

1. soit pour une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du membre du personnel ;

2. soit un congé motivé par des raisons médicales ;

3. soit dans le cas où le membre du personnel n'était pas en activité de service dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française au moment de l'organisation de la formation.

§ 5. Sans préjudice des paragraphes 1^{er}, 2 et 3, le dispositif de formation visé à l'article 4 s'adresse aux membres du personnel enseignant dont les maîtres d'éducation physique, les maîtres de philosophie et citoyenneté, les maîtres de seconde langue et les maîtres de religion et de morale en activité de service dans une école fondamentale primaire ordinaire.

Les maîtres d'éducation physique, les maîtres de philosophie et citoyenneté, les maîtres de seconde langue et les maîtres de religion et de morale s'inscrivent aux formations en fonction d'une année d'étude dans laquelle ils enseignent.

§ 6. Un membre du personnel ne peut suivre le dispositif de formation visé à l'article 4 qu'une seule fois.

§ 7. Conformément à l'article 1.9.2-2, alinéa 2, 1^o, du Code de l'enseignement, les demi-jours de formation visés à l'alinéa 2, 1^o, sont assortis d'une suspension des cours.

Art. 6. La participation au demi-jour supplémentaire de formation à distance visé à l'article 4, alinéa 2, 2^o, fait l'objet d'une prime tel que visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi de la prime visée à l'article 6.1.6-4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 août 2023.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 août 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45072]

24 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot organisatie van opleidingsstelsels gewijzd aan de evolutieve benadering in het kader van de gemeenschappelijke kern

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.3-9, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 25 april 2023 ;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 25 mei 2023 ;

Gelet op de « Gendertest » van 28 maart 2023 uitgevoerd in toepassing van artikel 4, lid 2, 1^o, van het decreet van 07 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 juni 2023 met het onderhandelingscomité tussen de Regering en « Wallonie Bruxelles Enseignement » en de federaties van inrichtende machten bedoeld in de artikelen 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling binnen het Onderhandelingscomité Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor de Openbare Diensten, Afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het Statuut van het Gesubsidieerd Vrij Onderwijspersoneel overeenkomstig de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de syndicale organisaties van het personeel tewerkgesteld bij deze besturen, gesloten op 19 juni 2023 ;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 13 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het ontbreken van adviesmededeling binnen de bovengenoemde termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Onderwijswetboek : het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;

2. Asynchrone afstandopleiding : opleiding waarbij deelnemers verbinding maken wanneer ze willen, op een tijdstip dat hen het beste uitkomt en in hun eigen tempo. Leerlingen en opleiders/begeleiders hebben geen interactie in realtime.

HOOFDSTUK 2. — *Opleiding voor directeurs en directrices over de evolutieve benadering voor het opvangen van leermoeilijkheden*

Art. 2. In de loop van het schooljaar 2023-2024 organiseert het « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » een opleidingsstelsel van twee face-to-face halve dagen zoals bedoeld in artikel 6.1.3-9 van het Onderwijswetboek, gewijd aan de evolutieve benadering met betrekking tot de gemeenschappelijke kern en aan de articulatie van succesondersteunende stelsels.

Dit opleidingsstelsel richt zich op de betekenis, de uitdagingen en het algemene verstand van de evolutieve benadering, zodat er rekening mee kan worden gehouden in de sturing, en de collaboratieve ondersteuning van teamwerk.

Het behandelt inzonderheid :

1. de betekenis en uitdagingen van de evolutieve benadering, het begrip en de wettelijke en regelgevende aspecten ;

2. voortdurende observatie en diagnostische en formatieve beoordeling, evenals differentiatie en persoonlijke begeleiding ;

3. specifieke aanvullende differentiatie en persoonlijke ondersteuning voor leerlingen met blijvende problemen ;

4. studenten volgen via het begeleidingsdossier van de leerling ;

5. uitzonderlijke behoudsprocedures.

Art. 3. Het opleidingsstelsel bedoeld in artikel 2 richt zich tot directeurs en directrices van gewone basis- en lagere scholen. Ook directeurs en directrices van het gespecialiseerd onderwijs kunnen bij dat stelsel betrokken worden.

HOOFDSTUK 3. — *Opleiding voor leden van het onderwijspersoneel over een evolutieve benadering voor het opvangen van leermoeilijkheden*

Art. 4. Het « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » organiseert een opleidingsstelsel van drie halve dagen gewijd aan de evolutieve benadering in relatie tot de gemeenschappelijke kern en aan de articulatie van succesondersteunende stelsels.

Dit opleidingsstelsel richt zich op de betekenis, de problemen en het algemene verstand van de evolutieve benadering.

Het behandelt inzonderheid :

1. de betekenis en uitdagingen van de evolutieve benadering, het begrip en de wettelijke en regelgevende aspecten ;

2. voortdurende observatie en diagnostische en formatieve beoordeling, evenals differentiatie en persoonlijke begeleiding ;

3. specifieke aanvullende differentiatie en persoonlijke ondersteuning voor leerlingen met blijvende problemen ;

4. studenten volgen via het begeleidingsdossier van de leerling ;

5. uitzonderlijke behoudsprocedures.

De in lid 1 bedoelde halve opleidingsdagen worden als volgt georganiseerd :

1. twee face-to-face opleidingsessies van een halve dag op dezelfde dag ;

2. een halve dag asynchrone afstandopleiding.

Art. 5. § 1. De leden van het onderwijzend personeel van de leerjaren 1 en 2 van het gewoon lager onderwijs worden tijdens de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025 opgeleid volgens het opleidingsstelsel bedoeld in artikel 4.

§ 2. De leden van het onderwijzend personeel van de leerjaren 3, 4 en 5 van het gewoon lager onderwijs worden tijdens de schooljaren 2025-2026 en 2026-2027 opgeleid volgens het in artikel 4 bedoelde opleidingsstelsel. In 2025-2026 geeft het « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » voorrang aan de organisatie van het opleidingsstelsel bedoeld in artikel 4 voor de leden van het onderwijzend personeel van de leerjaren 3 en 4 van het gewoon lager onderwijs.

§ 3. De leden van het onderwijzend personeel van het 6de leerjaar van het gewoon lager onderwijs worden tijdens het schooljaar 2026-2027 opgeleid overeenkomstig het in artikel 4 bedoelde opleidingsstelsel.

§ 4. Tijdens het schooljaar 2027-2028 wordt, naast de opleidingen bedoeld in het eerste tot en met derde lid, een beperkt aantal sessies georganiseerd voor personeelsleden uit het gewoon lager onderwijs die in de schooljaren 2023-2024 tot en met 2026-2027 de opleidingen niet of slechts gedeeltelijk konden volgen om een van de volgende redenen :

1. wegens een uitzonderlijke omstandigheid buiten de wil van het personeelslid ;
2. of verlof om medische redenen ;
3. of indien het personeelslid ten tijde van de organisatie van de opleiding niet in actieve dienst was van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

§ 5. Onverminderd de paragrafen 1, 2 en 3 richt het opleidingsstelsel bedoeld in artikel 4 zich tot het onderwijzend personeel dat, met inbegrip van meesters lichamelijke opvoeding, meesters filosofie en burgerschap, meesters tweede talen en meesters godsdienst en zedenleer, in actieve dienst was in een gewone basisschool lager onderwijs.

Meesters lichamelijke opvoeding, meesters filosofie en burgerschap, meesters tweede talen en meesters godsdienst en zedenleer schrijven zich in voor opleidingen op basis van een leerjaar waarin ze lesgeven.

§ 6. Een personeelslid mag het in artikel 4 bedoelde opleidingsstelsel slechts eenmaal volgen.

§ 7. Overeenkomstig artikel 1.9.2-2, tweede lid, 1^o, van het Onderwijswetboek gaan de halve opleidingsdagen bedoeld in het tweede lid, 1^o, gepaard met een schorsing van de lessen.

Art. 6. De deelname aan de bijkomende halve dag afstandsopleiding bedoeld in artikel 4, tweede lid, 2^o, is onderworpen aan een premie zoals bedoeld in artikel 1 van et besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 houdende het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de premie zoals bedoeld in artikel 6.1.6-4 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Art. 8. De minister van leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45073]

24 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant un dispositif de formation consacré à la réforme du parcours d'enseignement qualifiant

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'article 6.1.3-9, modifié par le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2023 ;

Vu le " Test genre » du 28 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 23 juin 2023 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateur visé aux articles 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités conclu en date du 19 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 13 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. CEFA : centre d'éducation et de formation en alternance défini à l'article 2, alinéa 2 du décret du 03 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ;
2. Code de l'enseignement : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;
3. Décret PEQ : le décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant ;
4. Enseignement secondaire qualifiant : l'enseignement défini à l'article 1^{er} du décret PEQ.